L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX No. 72 RUE DES CHARTRES.

ÉDITION DE CE MATIN.

MERCREDI MATIN, 31 MARS.

Une nouvelle décision dans l'affaire d'Armand Mercier contre le juge de la Cour Supérieure de District.

Sur sa propre motion, la Cour Suprême, par son organe, le juge président Manning, a ordonné une nouvelle audition de cette affaire, et a rendu le décret suivant :

SUR LA NOUVELLE AUDITION.

Dans notre opinion, lue hier, nous avons posé en fait que les lois ne pouvaient être promulguées que d'après le mode prescrit par la Législature et par l'intention d'icelle, et non par celle qui soit par la mauvaise même de leur emploi, soit que de tels devoirs leur aient été spécialement assignés. La publication de l'Acte No 207 de la session de 1868, dans la nuit de 1870, dans le journal officiel, fut donc déclarée, par nous, n'être pas une promulgation. Cet acte rappelle l'acte portant la Cour Supérieure de District.

Il paraît que l'Assemblée Générale, à sa session actuelle, a pourvu de nouveau à la promulgation des lois, par le passage de l'Acte No 20, dont la première section s'exprime comme suit :

La Cour donne ici le texte de la section de l'acte cité par elle, et indique ce qu'il advient d'un bill qui ne serait pas renvoyé par le gouverneur, dans les dédai voulu, à la Chambre où ce bill aurait pris naissance. Elle explique le devoir du greffier de la Chambre des représentants ou du secrétaire du Sénat, en pareille circonstance ; parle du certificat à fournir par l'un ou l'autre de ces deux officiers,—et du rôle que joue le secrétaire d'Etat, quand l'acte ou le bill, passé par l'Assemblée, se trouve dans promulgué et devient loi, sans avoir été signé par le gouverneur.)

Puis la Cour continue :

Le mode de promulgation que prescrit cet acte, a été suivi dans la promulgation de la loi qui rappelle l'acte créant la Cour Supérieure de District, et cette Cour est conséquemment abolie. Cet acte de pareille provision législative spéciale, nous avons déclaré qu'une promulgation dans cette forme était insuffisante, mais nous ignorions que telle promulgation eût été faite. L'acte saisi légalement promulgué pourvoit au transfert de certaines causes de la Cour Supérieure de District, à la Troisième Cour de District de la Nlle-Orléans, et l'avocat de relateur nous informe, dans ses argements, qu'un appel de l'affaire qui nous occupe en ce moment, a été interjeté devant cette Cour. Nous sanctionnons les conséquences notre décret, rendu hier, et également retirées de l'action.

Il est maintenant ordonné, adjugé et décrété, que toute la partie de notre jugement confirmant et perpétuant la prohibition en défendeur Fischel de procéder à l'exécution du jugement contre le relateur jusqu'à ce que l'appel de celui-ci ait été entendu,—reste la même, et que le mandamus au juge de la Cour Supérieure de District, que nous avions fait péremptoire, soit mis à côté et annulé, les frais encourus en l'affaire devant être à la charge du défendeur Fischel.

LES DÉCISIONS DE LA COUR SUPRÊME.

Voici les autres décisions qui ont été rendues par la Cour Suprême lundi dernier :

PAR LE JUGE SPENCER :

John A. Stevenson et autres versus D. A. Weber, collecteur, et autres.—Appel de la Cour du Sectième District Judiciaire, paroisse Ouest Feliciana.—Jugement sustenu, et ordonné que le demandeur soit débouté en tant qu'il s'agit de l'injonction accordée, lui réservant le droit de plaider de nouveau devant la Cour de Paroisse.—Ordonné en outre que l'assessment fixé par jugement de la Cour inférieure soit annulé et que le Bureau des assesseurs fasse un nouvel assessement conforme à la loi.—Il est de plus ordonné que l'injonction obtenue par le demandeur au sujet de cet assessement soit maintenue.

Etat de la Louisiane versus James Augustin et Frank Paul.—Jugement dont est appel annulé, et ordonné que le chef d'accusation soit retiré et que les demandeurs ne soient pas inquiétés à ce sujet.

Mme M. A. Laloire vs. P. S. Witts.—Jugement affirmé.

Chas. J. O'Donnell vs. William Darbridge et al.—Appel rejeté.

Adeline Lockett versus Cora A. Crain et al.—Jugement renversé en ordonnant que l'injonction, en ce qui regarde la somme de $625, accordée par le jury, soit maintenue, mais qu'elle soit révoquée pour tout le reste.

Cinquième District judiciaire, paroisse Baton-Rouge.—A. M. Dunn, administrateur, versus T. J. Bird, shérif, et al.—Jugement renversé et ordonné que l'injonction demandée soit accordée et maintenue.

Emile Tauvaret, versus la compagnie d'assurance Marseille des Marchands.—Jugement affirmé.

Wm. Sharp versus Auguste Gomie, jugement renversé et ordonné que le demandeur recouvre d'Auguste Gomie la somme de $1790

PAR LE JUGE EGAN.

McCloskey, Bigley & Co. versus Wingfield et Bridges.—Nouvelle audition de cause refusée.

Wm. H. Haile, administrateur, versus McGehee, Snowden et Violett.—Jugement renversé et ordonné qu'un jugement soit rendu en faveur des défendeurs.

John Klein & Co vs Ernest F. Herwig.—Jugement affirmé.

Mme J. A. Conrad et son mari versus G. Le Blanc, shérif et al. jugement renversé et la cause renvoyée devant la cour inférieure. Ordonné en outre que la saisie soit levée.

Succession de P. J. Guérin, etc. appel de la cour de la paroisse Ste. Hélène.—Jugement légèrement amendé sous un rapport et affirmé sous les autres rapports.

PAR LE JUGE MARR :

Mme Charles Ehrenberg vs Mme Henry Ulmann et autres.—appel refusé.

John McGrath, demandeur en mandamus contre James D. Houston, assistant enregistreur.—appel refusé.

Succession de Hugh D. Cochrane.—Ordonné que le jugement soit et fait appel, en tant qu'il s'agit du legs de $5,000 en faveur de Margaret Lenora Echingle, fille mineure de Catherine Echingle, soit affirmé.

Mary D. Cooper et son mari vs. Samuel C. Capel et autres.—Jugement amendé et ordonné que le demandeur recouvre des défendeurs in solido la somme de trois mille dollars.

PAR LE JUGE DE BLANC :

A. Rocheteau et autres vs. Wm. Mc C. Jones et autres. Jugement affirmé.

Succession de Pierre Pinaud.—Jugement renversé et ordonné que l'ordre de prise contre William Lindik soit révoqué.

Information importante pour les réservistes français.

L'avis suivant, relatif aux réservistes résidant à l'étranger, a été adressé à tous les consuls de France.

Les réservistes des classes 1867, 1868 et 1869, résidant en——, qui ne se sont pas rendus aux manœuvres prescrites pour leur classe, ou qui n'ont pas rempli les formalités prescrites par les articles 34 et 35 de la loi du 27 juillet 1872, et les articles 2, 3 et 5 de la loi du 16 novembre 1875, sont prévenus que, faute par eux de se conformer aux dites lois, ils seront déclarés insoumis, sont de la classe 1867 à partir du 1er juillet 1877, et ceux des classes 1868 et 1869 à partir du 1er janvier 1878. Ils devront donc régulariser leur position au consulat de France.

Pour l'information des lecteurs français de l'*Abeille*, nous publions la note suivante sur l'application de la loi militaire aux français résidant à l'étranger, note que M. Reynaud, gérant du consulat de France, a l'obligeance de nous communiquer.

dispositions relatives aux soldats de la réserve des classes de 1867, 1868 et 1869.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi militaire du 27 juillet 1872, tout Français faisant partie de la réserve, qui veut se fixer en pays étranger, est tenu, dans sa déclaration à la mairie de la commune, où il réside de faire connaître le lieu où il va établir son domicile, et dès qu'il y est arrivé d'en prévenir l'agent consulaire de France, qui dans les huit jours de déclaration en envoie copie au Ministre de la Guerre.

En conséquence, M. le Ministre de la Guerre vient de décider que les réservistes de la classe de 1867, qui ne se sont pas rendus aux manœuvres prescrites pour leur classe et qui n'ont pas rempli les formalités prescrites par les Art. 34 et 35 précités, seront déclarés insoumis le 1er juillet 1877. La même mesure sera applicable le 1er janvier 1878 aux réservistes des classes de 1868 et 1869 qui se trouveraient dans des conditions identiques.

Nous trouvons dans les journaux français la note suivante relative au tableau de classes composant l'armée :

Les modifications que la loi du 27 juillet 1872 a introduites dans le mode de recrutement de l'armée, ont jeté un certain trouble dans l'esprit des populations qui ne connaissent pas, d'une manière suffisamment exacte, quelles sont les classes astreintes au service militaire. Le sens de mobilisation, ces doutes seraient de nature à nuire à la rapidité de l'opération.

Pour obvier à ce grave inconvénient, MM. les ministres de la guerre et de l'intérieur viennent d'adopter une mesure qui leve toute difficulté, et qui rendra impossible toute erreur sur les hommes faisant partie de l'armée.

A partir de ce jour, il sera affiché dans chaque mairie, un tableau permanent de la répartition des classes. Tous les hommes appelés à faire le service militaire, pendant douze mois consécutifs, se rangeront, après appel nominal, à l'armée active, à l'armée territoriale ou à la réserve de cette armée, à l'armée territoriale ou à la réserve de cette armée, ou enfin dans la disponibilité de l'armée active, suivant qu'ils figurent comme appelés votre rangés ou comme remplaçants.

Ce tableau de répartition sera renouvelé tous les ans, le 1er mars, de la manière suivante : Les jeunes gens de la classe appelée à faire leur service militaire dans l'année. Ont été rayés les jeunes gens qui, ayant été appelés à faire leur service militaire, ont été libérés du service actif, ou renvoyés dans leurs foyers en congé illimité, ou ont été admis à la retraite, ou ont été rayés des contrôles de l'armée active, ou sont morts.

Les jeunes gens qui, ayant été appelés à faire leur service militaire, ont été